



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réforme

Question écrite n° 76856

Texte de la question

M. Jean-Yves Le Drian attire l'attention de M. le Premier ministre sur la transformation de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (DIISES) qu'il a annoncée le 16 septembre dernier dans son discours devant le Conseil national de lutte contre l'exclusion. Cette transformation en délégation interministérielle à l'innovation et à l'expérimentation sociale a été décidée sans concertation avec le secteur concerné qui émet aujourd'hui de grandes inquiétudes quant à l'avenir de l'économie sociale dont la référence directe et lisible est gommée. Alors que, depuis le début des années 1980, et sans aucune interruption quels que soient les gouvernements en place, la DIISES a constitué une interface appréciée des mutuelles, des coopératives et des associations, il apparaît aujourd'hui que le Gouvernement veuille remettre en cause cette structure. Il lui demande donc de bien vouloir préciser les raisons de cette transformation ainsi que ses intentions quant à la pérennisation de l'économie sociale.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du Premier ministre sur la réforme de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et l'économie sociale (DIISES), annoncée le 16 septembre devant le Conseil national de lutte contre l'exclusion. Désireux de soutenir activement le secteur de l'économie sociale, le Gouvernement a donné des instructions afin que cette nouvelle délégation poursuive et développe les actions engagées. Le Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale sera prochainement sollicité afin qu'il fasse part de ses propositions quant au fonctionnement, à l'intitulé et aux missions de cette délégation interministérielle, rattachée au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement conformément aux attentes des partenaires de l'économie sociale. Prenant en considération l'implication des entreprises, des mutuelles, des coopératives et des associations qui emploient près de 1,8 million de salariés, et leur action déterminante dans la « bataille pour l'emploi », le Gouvernement a souhaité la réunion prochaine du conseil consultatif de l'économie sociale.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Le Drian](#)

Circonscription : Morbihan (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 76856

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 2005, page 10065

Réponse publiée le : 29 novembre 2005, page 11022